



PREFET DE LA REGION GUYANE

Direction de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du
Logement

Service Risques
Énergie, Mines et
Déchets

Unité Énergie et
Risques Naturels

ARRETE n° 1373/DEAL/2011 du 18/08/2011

approuvant le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (P.P.R.I.) de l'Île de Cayenne
Commune de Rémire-Montjoly.

LE PREFET DE LA REGION GUYANE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement notamment ses articles L562-1 L 562-1 à L 562-9, R 562-1 à 562-10, relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU le S.D.A.G.E. Guyane approuvé le 23 novembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1174/SIRACEDPC du 25 juillet 2001 approuvant le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de l'Île de Cayenne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1478-DDE du 29 juillet 2009 prescrivant la révision partielle du Plan de Prévention des Risques Inondation (P.P.R.I.) de l'Île de Cayenne sur la commune de Rémire-Montjoly ;

VU le bilan de la concertation établie préalablement à l'enquête publique ;

VU les observations formulées lors de l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral n° 212/sg/2d/2b du 4 février 2011, le rapport d'enquête publique, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur reçus le 15 avril 2011 ;

VU l'avis favorable de la commune de Rémire-Montjoly du 10 novembre 2010 ;

VU l'avis favorable de la chambre d'agriculture de la Guyane du 19 août 2010 ;

VU l'avis favorable de chambre de commerce et d'industrie de la Guyane du 29 septembre 2010 ;

VU l'avis réputé favorable de la communauté des communes centre littoral ;

VU l'avis réputé favorable du conseil général de la Guyane ;

VU l'avis réputé favorable du conseil régional de la Guyane ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Guyane,

ARRETE :

Article 1 : La révision partielle du plan de prévention des risques d'inondation de l'île de Cayenne sur la commune de Rémire-Montjoly est approuvée telle qu'elle est annexée au présent arrêté.

Cette révision partielle se compose d'un dossier comprenant un rapport de présentation et un plan du zonage réglementaire sur la commune de Rémire-Montjoly à l'échelle 1/10 000 et du règlement non modifié du plan de prévention des risques d'inondation de l'île de Cayenne visé.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à Monsieur le maire de la commune de Rémire-Montjoly.

Article 3 : Cet arrêté est publié dans un journal local diffusé dans le département, à savoir France Guyane et affiché pendant un mois au moins à la mairie de la commune de Rémire-Montjoly pour y être porté à la connaissance du public.


A l'issue, un procès verbal attestant de l'affichage du présent arrêté sera établi par les soins du maire de la commune de Rémire-Montjoly et adressé à mes services.

Les documents approuvés sont tenus à la disposition du public à la préfecture de Guyane, à la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DEAL, unité énergie et risques naturels, impasse Buzaré à Cayenne) et à la mairie de la commune de Rémire-Montjoly.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cayenne dans un délai de deux (2) mois à compter de la date d'opposabilité du document (publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Guyane, mesures de publicité).

Article 5 : Le maire de la commune de Rémire-Montjoly, le directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté Qui est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Guyane.

Le Préfet

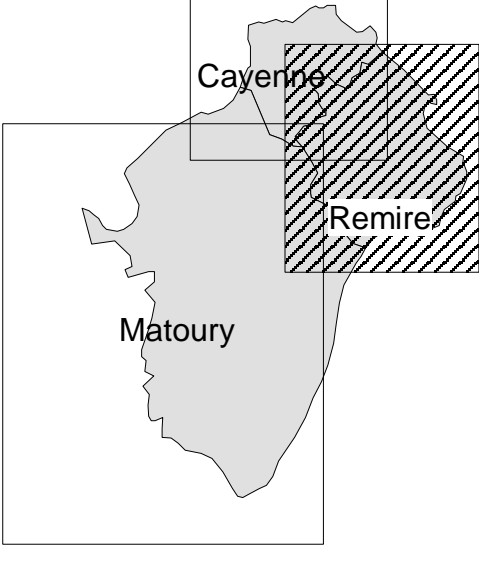


Denis LABBE

P.P.R.
Plan de Prévention des Risques
d'Inondation de l'île de Cayenne

Commune de Remire Montjoly

ZONAGE REGLEMENTAIRE



PRESRIPTION	CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX	ENQUETE PUBLIQUE	APPROBATION
Arrêté préfectoral N°174/SRACEDPC du 30 mai 1997 (communes de Cayenne et Remire et Arrêté modifié n° 245-85/DC du 5 mars 1999 pour la commune de Matoury)	29 décembre 2000	du 10 janvier 2001 au 25 janvier 2001	Arrêté préfectoral N°174/SRACEDPC du 25 juillet 2001
REVISION			
Arrêté préfectoral N°1478 DDC du 29 juillet 2009	05 août 2010	du 24 février 2011 au 25 mars 2011	Arrêté Préfectoral : N°151036/AL/2011 du 18/08/2011

ECHELLE : 1/10 000

COMMUNE DE REMIRE
MONTJOLY

LEGENDE

- Risque faible
- Risque moyen
- Risque fort
- Zone à protéger
- Zone de précaution
- Délimitation des zones de cote de référence homogène
- Cote de référence
- Limite de commune

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION DE L'ÎLE DE CAYENNE REGLEMENT

TITRE I – PORTÉE DU P.P.R. – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1
Article 1 - Champ d'application	1
Article 2 - Effets du PPR	2
TITRE II – RÉGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX (ARTICLE 40-1, 1° ET 2° DE LA LOI 87-565 DU 22/07/1987)	3
Chapitre 1 – Dispositions applicables en zone d'aléa faible et zone de précaution	3
Chapitre 2 – Dispositions applicables en zone d'aléa moyen	5
Chapitre 3 – Dispositions applicables en zone d'aléa fort	7
Chapitre 4 : Dispositions applicables en zone à protéger	8
Chapitre 5 : mesures générales et recommandations	10
TITRE III – RÉGLEMENTATION DE L'EXISTANT (ARTICLE 40-1, 4° DE LA LOI 87-565 DU 22/07/1987)	12
Chapitre 1 – Prescriptions applicables aux travaux sur les biens et activités existants	12
Chapitre 2 – Recommandations pour l'aménagement de l'existant	13
TITRE IV – COTE DE RÉFÉRENCE PAR BASSINS HYDROGRAPHIQUES	14
Chapitre 1 : Cotes de référence dans le système NGG	14
Chapitre 2 : Cotes minimales des seuils des bâtiments autorisés	19
ANNEXES	21
Schémas de principe des zones d'aléas	22
Textes applicables	23

TITRE I – PORTÉE DU P.P.R. – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions réglementaires du PPR énumérées ci-après précisent les mesures d'interdiction, de prévention, de protection et de sauvegarde ainsi que les prescriptions particulières des zones directement ou indirectement exposées au risque inondation.

Ces mesures consistent à limiter les dommages causés par l'inondation sur les biens et les activités existants, d'éviter l'aggravation et l'accroissement des dommages dans le futur. Le principe de ces dispositions est de réglementer ou d'interdire toute nouvelle construction en zone inondable et de préserver les champs d'expansion des crues.

Le risque naturel pris en compte est le risque inondation lié aux canaux principaux (qui constituent le réseau primaire) présents sur les territoires communaux de Cayenne, Matoury et Rémire-Montjoly et listés ci-dessous :

- Pour la commune de Cayenne : (collecteurs enterrés du centre ancien) canal Laussat, canal Leblond-crique Eau Lisette, crique Montabo, canal Grant, crique Mouche, canal Zéphir, Crique Fouillée, Crique Cabassou ;
- Pour la commune de Rémire-Montjoly : canal Montravel, canal Chennebras, canal Nord-Sud, Salines de Montjoly, Crique Fouillée, Crique Cabassou ;
- Pour la commune de Matoury : crique Balata, Crique Hôpital, Crique Mortuum (entre la RN2 et la RN4), Crique Fouillée, Crique Austerlitz, Crique Molère, Stoupan ;

Trois zones d'aléa sont identifiées selon les critères suivants :

ALEA	H < 0,5 m	0,5 m < H < 1 m	H > 1 m
V < 0,5 m/s	Faible	Moyen	Fort
0,5 m/s < V < 1 m/s	Moyen	Moyen	Fort
V > 1 m/s	Fort	Fort	Fort

La topographie sur l'île de Cayenne est telle que les vitesses d'écoulement en lit majeur des criques et canaux étudiés sont très faibles ($V < 0,5$ m/s). Le paramètre hydraulique définissant l'aléa est donc la hauteur d'eau.

ARTICLE 2 - EFFETS DU PPR

Le plan de prévention des risques approuvé par le Préfet vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40.4 de la loi du 22 juillet 1987.

En conséquence, il doit être annexé aux plans d'occupation des sols des communes situées dans son champ territorial.

L'annexion du PPR au POS se fait sur l'initiative de l'autorité responsable de la réalisation du POS. A défaut, l'article L.126-1 du code de l'urbanisme fait obligation au Préfet de mettre en demeure cette autorité d'annexer le PPR au POS et, si cette injonction n'est pas suivie d'effet, de procéder d'office à l'annexion.

Le non-respect des dispositions du plan de prévention des risques d'inondation approuvé est passible de sanctions pénales prévues à l'article L.480.4 du Code de l'Urbanisme.

TITRE II – RÉGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX (ARTICLE 40-1, 1° ET 2° DE LA LOI 87-565 DU 22/07/1987)

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE D'ALÉA FAIBLE ET ZONE DE PRÉCAUTION

Principe : La zone classée en aléa faible est une zone pour laquelle l'aléa peut être considéré comme acceptable pour admettre certaines occupations et utilisations du sol sous réserve toutefois de prescriptions spéciales.

La zone de précaution se situe en périphérie de la zone d'aléa faible. Elle délimite le secteur dans lequel des mesures constructives similaires à celle de la zone d'aléa faible doivent être respectées pour assurer la cohérence hydraulique.

Article 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites les occupations d'utilisation du sol non prévues à l'article 2 ci-après et notamment :

- Les décharges de quelque sorte que ce soit,
- Le stockage de produits polluants sauf pour les installations existantes,
- Les murs d'enceinte pouvant faire obstacles aux écoulements des eaux,
- Les digues et remblais à l'exception de ceux prévus à l'article 2 ci-après.
- Compte-tenu du risque inondation, certaines constructions très vulnérables et stratégiques (caserne de pompiers, hôpitaux, maisons de retraite, groupe scolaire...) sont interdites.

Article 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous conditions

Les occupations et utilisations du sol listées ci-dessous sont admises sous réserve (le cas échéant) des conditions de procédure d'autorisation ou de déclaration prévues à l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier sur l'eau et du respect des dispositions du règlement d'urbanisme applicable (POS).

Pour toutes les occupations et utilisations du sol autorisées et précisées ci-dessous, les seuils des bâtiments devront être calés au moins 50 cm au-dessus de la cote de référence indiquée au « Titre IV : cote de référence par bassin hydrographique ». En l'absence de calage topographique rattaché au système NGG, les seuils des bâtiments devront être à une hauteur minimale de 1 mètre au-dessus du Terrain Naturel (TN) dans la zone d'aléa faible et de 0.5 mètres au-dessus du TN dans la zone de précaution.

Compte tenu du risque inondation de la sauvegarde du champ d'écoulement des inondations, de la préservation du milieu naturel, des nécessités de l'exploitation d'équipements spécifiques à la vie économique et à la sécurité publique, sous réserve de ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux, de ne pas restreindre de façon nuisible le champ d'inondation, de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les autorisations possibles réglementées sont:

1. Les travaux d'intérêt public : travaux routiers, pose de ligne et de câbles, prises d'eau et installations nécessitées par les périmètres de protection, construction de station d'épuration des eaux usées, sous réserve que le maître d'ouvrage, prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux et en avertissent le public par une signalisation efficace ;
2. Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sous réserve de la production d'une étude hydraulique explicitant l'acceptabilité des impacts;
3. Sous réserve d'être conçus pour ne pas freiner, ni gêner l'écoulement et d'une vulnérabilité faible :
 - ◆ les aires de loisirs, de jeux, les jardins, les parcs et autres espaces de détente, de promenade, les aires ludiques ;
 - ◆ les espaces de préservation des milieux naturels.
4. Sous réserve que le site et le projet permette l'application des prescriptions préconisées sont autorisés :
 - ◆ les bâtiments industriels, artisanaux et agricoles,
 - ◆ les habitations collectives et individuelles,
 - ◆ les bâtiments à usage d'hébergement,
 - ◆ les bâtiments de type ERP, commerces (à l'exception des hôpitaux, casernes de pompiers, maison de retraite, groupes scolaires qui sont interdits du fait de leur vulnérabilité).

CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE D'ALÉA MOYEN

Principe : La zone classée en aléa moyen est une zone pour laquelle l'aléa peut exceptionnellement être considéré comme acceptable pour admettre certaines occupations et utilisations du sol limitées et sous réserve toutefois de prescriptions spéciales.

Article 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites les occupations d'utilisation du sol non prévues à l'article 2 ci-après et notamment :

- Les décharges de quelque sorte que ce soit,
- Le stockage de produits polluants,
- Les murs d'enceinte pouvant faire obstacle à l'écoulement des eaux,
- Les digues et remblais à l'exception de ceux prévus à l'article 2 ci-après.
- Compte-tenu du risque inondation, de la sauvegarde du champ d'écoulement des inondations, certaines constructions très vulnérables aux inondations et stratégiques (caserne de pompiers, hôpitaux, maisons de retraite, groupe scolaire...) sont interdites.
- Toutes constructions de type :
 - ◆ habitations collectives ou individuelles,
 - ◆ bâtiments à usage d'hébergement,
 - ◆ bâtiments de type ERP, commerces

Article 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous conditions

Les occupations et utilisations du sol listées ci-dessous sont admises sous réserve (le cas échéant) des conditions de procédure d'autorisation ou de déclaration prévues à l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier sur l'eau et du respect des dispositions du règlement d'urbanisme applicable (POS).

Pour toutes les occupations et utilisations du sol autorisées et précisées ci-dessous, les seuils des bâtiments devront être calés au moins 50 cm au-dessus de la cote de référence indiquée au « Titre IV : cote de référence par bassin hydrographique ». En l'absence de calage topographique rattaché au système NGG, les seuils des bâtiments devront être à une hauteur minimale de 1.5 mètres au-dessus du Terrain Naturel (TN).

Compte tenu du risque inondation de la sauvegarde du champ d'écoulement des inondations, de la préservation du milieu naturel, des nécessités de l'exploitation d'équipements spécifiques à la vie économique et à la sécurité publique, sous réserve de ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux, de ne pas restreindre de façon nuisible le champ d'inondation, de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les autorisations possibles réglementées sont :

1. Les travaux d'intérêt public : travaux routiers, pose de ligne et de câbles, prises d'eau et installations nécessitées par les périmètres de protection, construction de station d'épuration des eaux usées, sous réserve que le maître d'ouvrage, prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux et en avertissent le public par une signalisation efficace ;
2. Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sous réserve de la production d'une étude hydraulique explicitant l'acceptabilité des impacts ;
3. Sous réserve d'être conçus pour ne pas freiner, ni gêner l'écoulement sans remblaiement et d'une vulnérabilité faible :
 - ◆ les aires de loisirs, de jeux, les jardins, les parcs et autres espaces de détente, de promenade, les aires ludiques ;
 - ◆ les espaces de préservation des milieux naturels.
4. Sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente, que le site et le projet permettent l'application des prescriptions préconisées et ne créent pas de surface habitable :
 - ◆ les abris légers annexes de bâtiments d'habitation existants,
 - ◆ les bâtiments industriels, artisanaux et agricoles

CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE D'ALÉA FORT

Principe : La zone classée en aléa fort est une zone pour laquelle l'aléa est tel qu'il ne peut être admis de nouvelles constructions ou installations.

Article 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Compte tenu du risque inondation, de la sauvegarde du champ d'écoulement des inondations, de la préservation sur ces secteurs des valeurs patrimoniales (milieu naturel), sont interdites toute construction ou installation nouvelle à l'exception des travaux listés à l'article 2 ci-après.

Article 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous conditions

Les occupations et utilisations du sol listées ci-dessous sont admises sous réserve (le cas échéant) des conditions de procédure d'autorisation ou de déclaration prévues à l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier sur l'eau et du respect des dispositions du règlement d'urbanisme applicable (POS).

Compte tenu du risque inondation de la sauvegarde du champ d'écoulement des inondations, de la préservation du milieu naturel, des nécessités de l'exploitation d'équipements spécifiques à la vie économique et à la sécurité publique, sous réserve de ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux, de ne pas restreindre de façon nuisible le champ d'inondation, de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les autorisations possibles réglementées sont:

1. Les travaux d'intérêt public : travaux routiers, pose de ligne et de câbles, prises d'eau et installations nécessitées par les périmètres de protection, construction de station d'épuration des eaux usées, sous réserve que le maître d'ouvrage, prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux et en avertissent le public par une signalisation efficace ;
2. Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sous réserve de la production d'une étude hydraulique explicitant l'acceptabilité des impacts;

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE À PROTÉGER

Article 1- Occupations et utilisations du sol interdites

Compte tenu du risque inondation, de la sauvegarde du champ d'écoulement des inondations, de la préservation sur ces secteurs des valeurs patrimoniales (milieu naturel), sont interdites toute construction ou installation nouvelle à l'exception des travaux listés à l'article 2.

La conservation du bois et le maintien de la destination forestière étant nécessaires dans les champs d'expansion des crues, les défrichements sont interdits.

Article 2- Occupations et utilisations admises sous condition

Les occupations et utilisations du sol listées ci-dessous sont admises sous réserve (le cas échéant) des conditions de procédure d'autorisation ou de déclaration prévues à l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier sur l'eau et du respect des dispositions du règlement d'urbanisme applicable (POS).

1 – En zone à protéger d'aléa faible

Compte tenu du risque inondation de la sauvegarde du champ d'écoulement des inondations, de la préservation du milieu naturel, des nécessités de l'exploitation d'équipements spécifiques à la sécurité publique, sous réserve de ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux, de ne pas restreindre de façon nuisible le champ d'inondation, de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les autorisations possibles réglementées sont :

1. Les travaux d'intérêt public : travaux routiers, pose de ligne et de câbles, prises d'eau et installations nécessitées par les périmètres de protection, construction de station d'épuration des eaux usées, sous réserve que le maître d'ouvrage, prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux et en avertissent le public par une signalisation efficace ;
2. Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sous réserve de la production d'une étude hydraulique explicitant l'acceptabilité des impacts;
3. Sous réserve d'être conçus pour ne pas freiner, ni gêner l'écoulement, sans remblaiement et d'une vulnérabilité faible :
 - ◆ les aires de loisirs, de jeux, les jardins, les parcs et autres espaces de détente, de promenade, les aires ludiques ;
 - ◆ les espaces de préservation des milieux naturels.

2 – En zone à protéger d'aléa moyen ou fort

Compte tenu du risque inondation de la sauvegarde du champ d'écoulement des inondations, de la préservation du milieu naturel, des nécessités de l'exploitation d'équipements spécifiques à la vie économique et à la sécurité publique, sous réserve de ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux, de ne pas restreindre de façon nuisible le champ d'inondation, de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les autorisations possibles réglementées sont:

1. Les travaux d'intérêt public : travaux routiers, pose de ligne et de câbles, prises d'eau et installations nécessitées par les périmètres de protection, construction de station d'épuration des eaux usées, sous réserve que le maître d'ouvrage, prenne les dispositions appropriées aux risques créés par ces travaux et en avertissent le public par une signalisation efficace ;
2. Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sous réserve de la production d'une étude hydraulique explicitant l'acceptabilité des impacts;

CHAPITRE 5 : MESURES GÉNÉRALES ET RECOMMANDATIONS

Article 1 : Mesures obligatoires

1. Les constructions nouvelles et extensions seront orientées dans le sens du courant, les constructions doivent, dans la mesure du possible, être alignées sur les bâtiments existants et ne pas constituer une saillie susceptible de faire obstacle ou de modifier le régime d'écoulement des eaux.
2. Les ouvertures d'accès et de drainage des vides sanitaires ne devront pas être situées sur les façades exposées au courant.
3. Les sous-sols sont interdits. Le terme « sous-sols » s'applique à tout ou partie de local implanté sous le niveau du terrain naturel, la cote du terrain naturel étant considérée avant travaux de déblaiement ou de remblaiement.
4. Les fondations des constructions devront prendre en compte les problèmes de sous-pression, d'affouillement et de tassement liés aux crues.
5. Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement situés sous la cote de référence devront être équipés de clapets anti-retour.
6. L'éclairage des allées et les câbles externes d'alimentation en électricité doivent être étanches.
7. Les propriétaires et exploitants d'aires de loisirs, de sports, d'établissements recevant du public, de commerces, d'activités industrielles, artisanales ou de services doivent :
 - ◆ afficher le risque inondation,
 - ◆ informer les occupants sur la conduite à tenir,
 - ◆ mettre en place un plan d'évacuation des personnes et des biens mobiles,
 - ◆ prendre les dispositions pour alerter, signaler, guider.

Article 2 – Recommandations

Au-delà des règles d'urbanisme, l'attention des constructeurs est attirée sur leur responsabilité quant à la prise en compte de l'aléa inondation et du risque lié à celui-ci dans la conception, l'agencement et l'exploitation de leurs locaux (stockage de produits polluants, dispositions des équipements vitaux, réseaux de communications).

Pour toute réalisation nouvelle ou aménagement, il est recommandé que des dispositions de construction soient prises par le maître d'ouvrage ou le constructeur pour limiter les dégradations par les eaux (exemples : utilisation de matériaux non sensibles à l'eau, dispositifs d'étanchéité ou de vidange appropriés, réseaux techniques au-dessus de la cote de la crue de référence ou/et dispositifs de coupure, etc)

Article 3 – Utilisation des zones inondables

1. Les équipements de loisirs, de sports, de jeux sans exhaussement du sol peuvent être autorisés. Les bâtiments annexes à ces structures devront répondre aux prescriptions propres à chaque zonage d'aléa défini, être implantés en secteur d'aléa le plus faible et si possible hors zone inondable et faire obstacle de façon minimale à l'écoulement des eaux.
2. Des zones de stationnement, zones de loisirs, zones de préservation des milieux naturels pourront être réalisées sous réserve de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et de présenter de par leur emplacement et leur conception une vulnérabilité limitée en cas de crue. Pour le stationnement, il servira uniquement aux périodes nécessaires à l'exercice de l'activité pour laquelle il a été créé.

TITRE III – RÈGLEMENTATION DE L'EXISTANT (ARTICLE 40-1, 4° DE LA LOI 87-565 DU 22/07/1987)

CHAPITRE 1 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX TRAVAUX SUR LES BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS

Les travaux admis sur les biens existants sont :

1. Les travaux d'entretien et de gestion courante des constructions et des installations existantes, notamment :
 - ♦ les aménagements internes sans changement de destination,
 - ♦ les traitements de façades,
 - ♦ la réfection des toitures.
2. L'adaptation ou la réfection pour la mise hors d'eau des personnes, des biens et des activités sous réserve d'un rehaussement du premier niveau de plancher 50 cm au-dessus de la Cote de référence.

En l'absence de calage topographique rattaché au système NGG, les seuils des bâtiments devront être à une hauteur minimale de 1.5 mètres au-dessus du Terrain Naturel dans la zone d'aléa moyen, de 1 mètre au-dessus du Terrain Naturel dans la zone d'aléa faible et de 0.5 mètres au-dessus du Terrain Naturel dans la zone de précaution.

En zone d'aléa fort, le niveau de risque est tel que le calage topographique en NGG est imposé.

3. L'entretien et la restauration des ouvrages de protection contre les inondations.

L'extension de constructions existantes est soumise aux mêmes règles que les projets nouveaux (titre II du présent document).

CHAPITRE 2 – RECOMMANDATIONS POUR L'AMÉNAGEMENT DE L'EXISTANT

Hormis les cas exceptionnels où il y aurait menace grave pour les vies humaines, ces cas pouvant être traités par la procédure d'expropriation récemment mise en place par le décret N° 95.1115 du 17 octobre 1995. L'objectif de ces recommandations est de permettre aux habitants et aux activités déjà existantes mais situés en zone inondable de poursuivre l'occupation normale des locaux. Mais, compte tenu du risque inondation menaçant les vies humaines et les biens, il convient aux occupants de prendre les dispositions qui permettront de limiter les dégradations :

1. sensibilisation, information des occupants,
2. affichage des consignes,
3. mise en place de plans d'évacuation,
4. amélioration des voies permettant l'évacuation,
5. aménagement et occupation des locaux adaptés :
 - ◆ biens de faible vulnérabilité en partie basse,
 - ◆ biens vulnérables en partie haute renforcement des protections des organes sensibles
 - ◆ cuves de stockage (ancrage et étanchéité)
 - ◆ équipements : climatiseur, central téléphonique, réseaux et coffrets électriques hors d'eau
 - ◆ tableau de distribution électrique conçu de façon à pouvoir couper le niveau inondable sans couper les niveaux supérieurs
 - ◆ matériaux déplaçables par l'eau pouvant faire embâcle entreposés hors d'eau
 - ◆ produits polluants stockés en sécurité
 - ◆ mobilier extérieur bien ancré,
 - ◆ mise en place de dispositifs d'étanchéité sur les diverses ouvertures jusqu'à la cote de référence
 - ◆ stationnement, parking autorisés seulement aux périodes nécessaires à l'activité.

TITRE IV – COTE DE RÉFÉRENCE PAR BASSINS HYDROGRAPHIQUES

Les calculs hydrauliques réalisés et le fond de plan topographique disponibles sont dans le système NGG, les cotes de référence qui servent de base aux préconisations du règlement sont donc exprimées dans ce système (chapitre 1 ci-dessous).

CHAPITRE 1 : COTES DE RÉFÉRENCE DANS LE SYSTÈME NGG

Canal Laussat

Zone LA1 - Cote de référence : 2 m NGG

Zone LA2 - Cote de référence : 2 m NGG

Zone LA3 - Cote de référence : 2,4 m NGG

Canal Leblond

Zone LE1 - Cote de référence : 2,2 m NGG

Zone LE2 - Cote de référence : 2,5 m NGG

Zone LE3 - Cote de référence : 2,9 m NGG

Zone LE4 - Cote de référence : 4,8 m NGG

Zone LE5 - Cote de référence : 5,5 m NGG

Crique Montabo

Zone MO1 - Cote de référence : 2,1 m NGG

Zone MO2 – Cote de référence : 2,3 m NGG

Zone MO3 – Cote de référence : 2,6 m NGG

Zone MO4 - Cote de référence : 3 m NGG

Zone MO5 - Cote de référence : 3,4 m NGG

Zone MO6 - Cote de référence : 5 m NGG

Zone MO7 – Cote de référence : 4,7 m NGG

Zone MO8 – Cote de référence : 6,3 m NGG

Canal Grant

Zone GR - Cote de référence : 2,8 m NGG
--

Canal Zephir

Zone ZE1 - Cote de référence : 4,2 m NGG

Zone ZE2 - Cote de référence : 4,2 m NGG

Zone ZE3 – Cote de référence : 5 m NGG

Crique Mouche

Zone MU1 - Cote de référence : 3 m NGG

Zone MU2 - Cote de référence : 3,7 m NGG

Zone MU3 - Cote de référence : 3 m NGG

Zone MU4 - Cote de référence : 4 m NGG

Salines de Montjoly

Zone SA1 - Cote de référence : 1,8 m NGG

Canal Montravel

Zone MT1 - Cote de référence : 2,5 m NGG

Zone MT2 - Cote de référence : 2,5 m NGG

Zone MT2 - Cote de référence : 3 m NGG

Zone MT3 - Cote de référence : 3,5 m NGG

Canal Chennebras

Zone CH1 - Cote de référence : 1,8 m NGG

Zone CH2 - Cote de référence : 2,5 m NGG

Canal Nord Sud

Zone NS1 - Cote de référence : 4,1 m NGG

Zone NS2 - Cote de référence : 3,8 m NGG

Zone NS3 - Cote de référence : 3,1 m NGG

Crique Cabassou amont

Zone CA1 - Cote de référence : 2,6 m NGG

Zone CA2 - Cote de référence : 2,2 m NGG

Crique Balata amont

Zone BA0 - Cote de référence : 2,3 m NGG

Zone BA1 - Cote de référence : 3,8 m NGG

Zone BA2 - Cote de référence : 3,5 m NGG

Zone BA3 - Cote de référence : 3 m NGG

Zone BA4 - Cote de référence : 2,5 m NGG

Zone BA5 - Cote de référence : 4,0 m NGG

Zone BA6 - Cote de référence : 4,7 m NGG

Zone BA7 - Cote de référence : 5,1 m NGG

Zone BA8 - Cote de référence : 5,7 m NGG

Zone BA9 - Cote de référence : 6,2 m NGG

Zone BA10- Cote de référence : 6,4 m NGG

Zone BA11- Cote de référence : 4,5 m NGG

Zone BA12- Cote de référence : 5,2 m NGG

Zone BA13- Cote de référence : 6,0 m NGG

Zone BA14- Cote de référence : 7,0 m NGG

Zone BA15- Cote de référence : 7,8 m NGG

Zone BA16- Cote de référence : 8,5 m NGG

Zone BA17- Cote de référence : 10,4 m NGG

Zone BA18- Cote de référence : 11,0 m NGG

Zone BA19- Cote de référence : 4,0 m NGG

Zone BA20- Cote de référence : 4,6 m NGG

Zone BA21- Cote de référence : 5,4 m NGG

Zone BA22- Cote de référence : 6,0 m NGG

Zone BA23- Cote de référence : 6,3 m NGG

Zone BA24- Cote de référence : 7,8 m NGG

Zone BA25- Cote de référence : 10,6 m NGG

Zone BA26- Cote de référence : 12,3 m NGG

Système rural central

Zone CA2 - Cote de référence : 2,2 m NGG

Zone LA1 - Cote de référence : 2,35 m NGG

Zone FO1 - Cote de référence : 1,95 m NGG

Zone FO2 - Cote de référence : 2,2 m NGG

Zone FO3 - Cote de référence : 2,05 m NGG

Zone HO1 - Cote de référence : 2,55 m NGG

Zone HO2 - Cote de référence : 3,2 m NGG

Zone HO3 - Cote de référence : 3,8 m NGG

Zone HO4 - Cote de référence : 4,2 m NGG

Zone HO5 - Cote de référence : 4,7 m NGG

Zone HO6 - Cote de référence : 4,5 m NGG

Zone HO7 - Cote de référence : 4,6 m NGG

Zone HO8 - Cote de référence : 5,0 m NGG

Zone HO9 - Cote de référence : 7,1 m NGG

Zone HO10 - Cote de référence : 5,4 m NGG

Zone HO11 - Cote de référence : 5,9 m NGG

Zone HO12 - Cote de référence : 6,3m NGG

Zone HO13 - Cote de référence : 7,9 m NGG

Zone HO14 - Cote de référence : 9,3 m NGG

Zone MOR1 - Cote de référence : 2,75 m NGG

Zone MOR2 - Cote de référence : 3,8 m NGG

Zone MOR3 - Cote de référence : 4,4 m NGG

Zone MOR4 - Cote de référence : 5,1 m NGG

Zone MOR5 - Cote de référence : 5,5 m NGG

Zone MOR6 - Cote de référence : 6,5 m NGG

Zone MOR7 - Cote de référence : 4,5 m NGG

Système Molère - Austerlitz

Zone ML1- Cote de référence : 5,8 m NGG

Zone ML2- Cote de référence : 9,7 m NGG

Zone ML3- Cote de référence : 14,0 m NGG

Zone ML4- Cote de référence : 4,9 m NGG

Zone AU1- Cote de référence : 4,5 m NGG

Zone AU2- Cote de référence : 3,5 m NGG

Zone AU3- Cote de référence : 3,3 m NGG

Système Cogneau Larivot

Zone CO1- Cote de référence : 4,15 m NGG

Zone CO2- Cote de référence : 7,5 m NGG

Zone CO3- Cote de référence : 3,4 m NGG

Zone CO4- Cote de référence : 9,2 m NGG

Zone CO5- Cote de référence : 3,3 m NGG

Zone CO6- Cote de référence : 4,85 m NGG

Système Cogneau Ouest

Zone MAY1- Cote de référence : 3,3 m NGG
Zone MAY2- Cote de référence : 3,2 m NGG
Zone MAY3- Cote de référence : 3,6 m NGG

Système Califourchon

Zone CF1- Cote de référence : 6,8 m NGG
Zone CF2- Cote de référence : 5,1 m NGG
Zone CF3- Cote de référence : 2,9 m NGG
Zone CF4- Cote de référence : 2,6 m NGG
Zone CF5- Cote de référence : 3,7 m NGG
Zone CF6- Cote de référence : 5,1 m NGG

Système Stoupan

Zone ST1- Cote de référence : 2,2 m NGG
Zone ST2- Cote de référence : 2,3 m NGG
Zone ST3- Cote de référence : 2,4 m NGG
Zone ST4- Cote de référence : 2,7 m NGG
Zone ST5- Cote de référence : 4,7 m NGG

CHAPITRE 2 : COTES MINIMALES DES SEUILS DES BÂTIMENTS AUTORISÉS

	Cote seuil minimale de bâtiment en l'absence de données topographiques rattachées au NGG	Cote seuil minimale de bâtiment avec topographie rattachée au NGG
Zone de précaution	Terrain naturel +0.5 mètres	Cote de référence +0.5 mètres
Zone d'aléa faible	Terrain naturel +1 mètre	Cote de référence +0.5 mètres
Zone d'aléa moyen	Terrain naturel +1.5 mètres	Cote de référence +0.5 mètres
Zone d'aléa fort	Topographie imposée	Cote de référence +0.5 mètres

ANNEXES

Schémas de principe des zones d'aléas

Textes applicables